

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES

PRÉFET DES VOSGES

Bureau de l'Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire
n°1644/2017 du 22 AOÛT 2017
modifiant les prescriptions applicables à la société VOSGES LAM
sur le territoire de la commune de Saulcy-sur-Meurthe.

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement, notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République du 19 février 2015 nommant M. Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS, préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2334/2003 du 4 août 2003 fixant de nouvelles prescriptions aux activités exercées par la Société Haas Weisrock située sur le territoire de la commune de SAULCY SUR MEURTHE ;
- Vu le courrier du 3 février 2016, complété par courriel du 21 juin 2017, par lequel l'industriel a transmis les volumes pour l'ensemble des activités du site ;
- Vu le courrier du 17 juillet 2017 adressé par la société VOSGES LAM au préfet des Vosges pour porter à sa connaissance la déclaration de transfert de l'autorisation conformément à l'article R181-47 du code de l'environnement ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 20 juillet 2017 ;
- Vu le projet d'arrêté envoyé au pétitionnaire pour observations éventuelles le 31 juillet 2017 ;

Considérant que la société HAAS WEISROCK a été régulièrement autorisée pour la fabrication de charpentes en bois lamellé-collé ;

Considérant que les déclarations présentées par la société VOSGES LAM nécessitent la mise à jour de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2334/2003 du 4 août 2003 ;

Considérant qu'un avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis dans la mesure où cet arrêté préfectoral ne prescrit pas de nouvelles dispositions techniques, ni n'en abroge ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges

ARRETE

Article 1 – L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2334/2003 du 4 août 2003 est supprimé et remplacé par l'article suivant :

« 1.1 Activités autorisées

La société VOSGES LAM située 7 rue Jean Jaurès à SAULCY SUR MEURTHE (88580) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume des activités	Régime
2940-2.a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...), à l'exclusion [...] <ol style="list-style-type: none"> Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction, ...). Si la quantité maximale de produit susceptible d'être mise en œuvre est : <ol style="list-style-type: none"> Supérieure à 100 kilogrammes/jour 	446 kg éq./j par enduction ▪ colle MUF 842 kg/j (421 kg éq/j) ▪ produits traitement 50 kg/j (25 kg éq/j)	Autorisation
2410-B.1	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues. <ol style="list-style-type: none"> Autres installations que celles visées au A, la puissance de l'ensemble des machines présentes dans l'installation qui concourent au travail du bois ou matériaux combustibles analogues étant : <ol style="list-style-type: none"> supérieure à 250 kW 	655 kW	Enregistrement
1532-3	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ 	11 000 m ³ Matière première : 5 000 m ³ Produits finis : 3 000 m ³ Silo de copeaux de bois : 3 000 m ³	Déclaration

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume des activités	Régime
2910-A.2	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW 	Chaudière biomasse : 3,5 MW	Déclaration contrôlée

Article 2 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le maire de Saulcy-sur-Meurthe, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VOSGES LAM, et dont copie sera déposée à la mairie de Saulcy-sur-Meurthe et pourra être consultée. De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de Saulcy-sur-Meurthe pendant une durée minimum d'un mois, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Épinal, le **22 AOUT 2017**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale


Claire WANDEROILD

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.